

1997 Les espoirs de l'alternance

Après les années de plomb, un premier relâchement se fait sentir à la fin du règne de Hassan II. Les réformes constitutionnelles enclenchées entre 1992 et 1996 permettent au Maroc de connaître la première alternance de son histoire à l'issue du scrutin de 1997. La nomi-



nation d'Abderrahman Youssoufi comme Premier ministre paraît amorcer un tournant : si rien ne contraint Hassan II à choisir un Premier ministre issu du parti arrivé en tête du scrutin, celui-ci joue pourtant le jeu. Autre première : les islamistes effectuent leur entrée au Parlement avec 9 députés et ce malgré les fraudes qui caractérisent encore les élections. Cependant, en 2002, à la veille

AFP

des premières législatives sous Mohammed VI, la gauche est décrédibilisée face à un makhzen qui la coopte. L'alliance de 1997 se révèle non seulement contre-nature mais aussi contre-productive alors qu'une nouvelle opposition n'a cessé de monter en puissance : le PJD.

2002 La percée islamiste



AFP

Atmosphère préélectorale optimiste : on croit à l'ouverture démocratique. S'il reste déplacé de parler de transparence vu le retard qui a accompagné l'annonce des résultats et l'absence des

détails du scrutin, il est indéniable que l'administration a adopté une attitude neutre. Le PJD obtient 13% des suffrages devenant la troisième force politique du pays. La percée islamiste est d'autant plus remarquable que le PJD ne se présente que dans 56 des 91 circonscriptions.

Mais la polémique sur le sens des élections est relancée dès lors que le roi maintient le contrôle sur les ministères de souveraineté et nomme premier ministre un technocrate proche du Palais, Driss Jettou. Le nouveau mode de scrutin à la pro-

portionnelle facilite ce choix : favorisant la dispersion des voix, il rend quasi impossible la majorité absolue. L'alternance de 1997 consacrée par la nomination d'un Premier ministre issu de la majorité s'avère être une exception et non la règle.

2007 Participation vs PJD

La déception post 2002 est à la mesure de l'espoir démocratique soulevé par la campagne électorale et a fait de la participation un des grands enjeux de ce 7 septembre. Malgré les progrès importants des partis pour l'élaboration de programmes crédibles, la motivation des citoyens reste faible. Un nombre record de partis est atteint alors que



la proportionnelle est maintenue. Concernant la «transparence», des mesures supplémentaires ont été adoptées afin d'éviter le scénario de 2002. Mais que pourra vraiment réaliser un vainqueur, quel qu'il soit, dans une monarchie exécutive où l'essentiel des prérogatives revient toujours au roi ?

Amina Boubia